

Anti.mythes

Anti.mythes

OÙ VONT LES ANARCHISTES?

par **Gustave LEFRANÇAIS.**

suivi de:

L'UTOPIE COMMUNAUTAIRE

par **Pierre-Joseph PROUDHON.**



SOMMAIRE:

En guise d'avant-propos...	3
OÙ VONT LES ANARCHISTES? par Gustave LEFRANÇAIS	4
Les anarchistes modernes	4
«Fais ce que veux»	6
«Puisse à même le fonds commun de la richesse sociale»	9
Anarchisme et patriotisme	10
La propagande par le fait	11
Conclusion	16
L'UTOPIE COMMUNAUTAIRE par Pierre-Joseph PROUDHON	17
La communauté procède de l'économie politique	18
Définition de ce qui est propre et de ce qui est commun	19
Quelle est la position du problème communiste?	22
La communauté prend sa fin pour son commencement	23
Notice biographique succincte	25

A PROPOS DE LA BROCHURE: «OÙ VONT LES ANARCHISTES?»

Le document reproduit ici provient de la *Bibliothèque nationale de France*. Remerciements à l'ami Claude FRÉ-JAVILLE pour nous avoir transmis copie de l'exemplaire qu'il s'y était onéreusement procuré.

Bien qu'aucune date n'y soit portée, il est communément admis qu'il fut imprimé en 1887.

Il porte la mention: «Éditée par la *Bibliothèque du Comité central de l'Union des Socialistes pour l'Action révolutionnaire*, chez le citoyen E. Odin, 73, rue Du-deauville, Paris, siège de tous les Comités adhérents au Comité central de l'Union».

Sur le site *Le mouvement social*, Emmanuel JOUS-SEAUME y commente ainsi l'ouvrage: «Jean, Jules, Prosper et les autres. Les socialistes indépendants en France à la fin du XIX^{ème} siècle», de Sylvie RÉMY aux Presses universitaires du Septentrion, Lille, 2011:

«Sylvie Rémy restitue l'affirmation d'un groupe distinct dans les deux premiers chapitres, alors que le socialisme français se développe et se distingue en écoles rivales, des années 1860 aux années 1880. L'intérêt de

son analyse détaillée est d'étendre la chronologie vers les dernières années du Second Empire et de mettre en perspective la rupture de la Commune. À cette époque apparaissent associations ouvrières et syndicats ainsi que les sections de la Première Internationale, vivier de formation des chefs socialistes en exil après 1871. Ce sont eux qui forment un parti ouvrier au congrès de Marseille en 1879, avant que la tentative ne se heurte aux divisions entre les guesdistes et leurs adversaires en 1881-1882. Ces années fondatrices, rarement évoquées, permettent de comprendre la fluidité des engagements et la relativité des allégeances. L'absence de structure politique définie explique l'importance cruciale des réseaux et de leurs animateurs, qu'il s'agisse de journaux («La Bataille politique et sociale» de Prosper-Olivier Lissagaray, le «Cri du Peuple» de Jules Vallès, «La Revue Socialiste» de Benoît Malon) ou de groupements informels (comme l'Union des Socialistes pour l'action révolutionnaire en 1885-1886, ou les Égaux du XI^{ème} arrondissement).

A PROPOS DE FRANÇOIS VILLEGARDELLE, INTERLOCUTEUR DE PROUDHON

François MOUTARD, dit François VILLEGARDELLE (1810-?): Économiste. Ardent fouriériste et collaborateur de la *Phalange*, se sépara de cette école pour se rapprocher du communisme révolutionnaire de Philippe BUONARROTI. Il publia plusieurs brochures dont *Besoins des Communes - Impuissance de la politique à les satisfaire* et *Accords des intérêts et des partis, ou l'Industrie sociétaire*. Il revint en 1844 dans *Accord des intérêts dans l'Association et Besoins des Communes*. La théorie appliquée par Louis BLANC dans les ateliers nationaux était presque exactement déduite de la réédition de cet ouvrage.

VILLEGARDELLE fit également œuvre de propagandiste socialiste. En 1840, il réédita le *Code de la Nature* de

MORELLY en le faisant précéder d'une *Notice sur Morelly et résumé de son système social*. Il rédigea de même une *Notice sur Campanella* en introduction à la publication en français de *La Cité du soleil ou Idée d'une république philosophique*, qu'il avait traduite du latin.

Il publia aussi un très curieux ouvrage, *Histoire des idées sociales avant la Révolution française ou les Socialistes modernes devancés et dépassés pas les anciens Penseurs et philosophes*, avec *Notes à l'appui*, en 1846 et enfin, en 1851, il publia *Pourquoi nous n'avons pas la République*.

(D'après la notice biographique qui lui est consacré dans le «Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier».)

EN GUISE D'AVANT-PROPOS...

AVANT LA LETTRE AUX ANARCHISTES...

«Je meurs de plus en plus convaincu que les idées sociales que j'ai professées toute ma vie et pour lesquelles j'ai lutté autant que j'ai pu sont justes et vraies.

Je meurs de plus en plus convaincu que la société au milieu de laquelle j'ai vécu n'est que le plus cynique et le plus monstrueux des brigandages.

Je meurs en professant le plus profond mépris pour tous les partis politiques, fussent-ils socialistes, n'ayant jamais considéré ces partis que comme des groupements de simples niais dirigés par d'éhontés ambitieux sans scrupules ni vergogne...» (1).

Bien que n'ayant jamais accepté qu'on le qualifiât d'anarchiste, Gustave LEFRANÇAIS écrivit ses derniers articles à propos des «socialistes parlementaires» dans les «Temps nouveaux», revue anarchiste dont Jean GRAVE fut le principal administrateur (2).

Il était également peu enclin à se déclarer «communiste», car, acceptant la formule: «De chacun selon ses forces - ou facultés. A chacun selon ses besoins», il se refusait à entrer dans le carcan de la «communauté» totalitaire que les «ambitieux» préparaient pour une population de «niais».

Il fut de ces «socialistes révolutionnaires» - c'est ainsi qu'ils se dénommaient en ce temps, - qui, n'acceptant pas qu'il leur fut collé n'importe quelle étiquette, se démarquât ironiquement des porte-drapeaux professionnels en se qualifiant *in fine* de «communaliste», - sans doute fut-il le seul à se qualifier ainsi! Mais nous pouvons tout de même affirmer qu'il fut plus proche par ses actes de BAKOUNINE et PELLOUTIER, que ne le furent Élysée RECLUS ou MALATESTA.

Fondateur, avec Pauline ROLAND et Jeanne DE-ROUIN, en 1849, du premier syndicat de personnels enseignants - l'Association fraternelle des instituteurs, institutrices et professeurs socialistes; membre de l'Internationale et de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières dès la «libéralisation» du 2nd Empire; membre du Comité de Vigilance du 14^{ème} arrondissement pendant le siège de Paris, délégué à ce titre au Comité central républicain des vingt arrondissements; participant actif à l'émeute du 31 octobre 1870; élu le 7 novembre 1870, maire

adjoint du XX^{ème} arrondissement; élu membre de la Commune de Paris le 26 mars 1871, il s'opposa le 1^{er} mai à l'instauration du Comité de salut public.

Réfugié à Genève après la Semaine sanglante, il participa avec les «anti-autoritaires» à la création de la Fédération jurassienne de l'Association internationale des Travailleurs.

C'est dans ce cadre qu'il continua son activité militante jusqu'à l'amnistie de 1880; et c'est là qu'il vit des aventuriers de la politique - tel Paul BROUSSE - faire évoluer l'A.I.T. en association «affinitaire» - reproduisant le processus entamé par Karl MARX et les siens - et aboutir à sa disparition (3).

Les attentats commis dans les années 1880 - pas forcément par des anarchistes, mais «revendiqués» par certains au nom de la «propagande par le fait», - auront contribué à mettre en cause l'activité de ceux qui, au nom d'une «propagande par le fait syndicaliste» continuaient l'œuvre de PROUDHON, de BAKOUNINE, et de leurs compagnons. LEFRANÇAIS qui, sa longévité aidant, fut le compagnon successif de chacun d'entre-eux, devait bien faire cette mise au point... en attendant celle de PELLOUTIER.

En attendant, les «scientifiques» ralliaient à eux ceux qui, préférant l'«ambition» à la «besogne ingrate mais féconde», entraîneront les masses prolétaires dans la «niaiserie» la plus barbare plutôt que vers «l'émancipation».

Les questions posées en leur temps aux socialistes révolutionnaires semblent bien d'actualité. Est-il utile aujourd'hui de «revendiquer» comme «anarchistes» les actes «capitalo-compatibles» voire «Étato-compatibles» des colons violents (pléonasme!) sévissant sur certaines ZAD? (4)

Est-il également convenable d'accoler le terme «communiste» à celui d'«anarchiste»? Certes, Fernand PELLOUTIER le faisait! PROUDHON refusait ce qualificatif, et affirmait déjà la filiation du «communisme» au «communautarisme», bien avant que les papes ne s'en mêlent. BAKOUNINE adopta le terme «collectiviste fédéraliste», avant que ne fut défini celui d'«anarcho-syndicaliste».

Anti.mythes.

(1) Notice biographique Gustave LEFRANÇAIS dans le «Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier».

(2) Voir «Un anarchiste dans la lutte des classes: Fernand PELLOUTIER», supplément n° 1 au n° 180 de «L'Anarcho-syndicaliste» - mars-avril 2014, sur http://www.uas-pelloutier.fr/livres/pelloutier_lefrançais.pdf

(3) Lire à ce sujet: «L'internationale - documents et souvenirs» de James GUILLAUME, Éditions Gérard LEBOVICI, 1985; et «La fin de la Première Internationale» de René BERTHIER, Éditions du Monde libertaire, 2014.

(4) Lire sur cette question: de Philippe PELLETIER, «Climat et capitalisme vert: de l'usage économique et politique du catastrophisme», Éditions Nada, 2015, et «La critique du productivisme dans les années 1930: mythes et réalités», Éditions Noir et Rouge, 2015.

OÙ VONT LES ANARCHISTES?

LES ANARCHISTES MODERNES

En abordant cette question nous tenons à déclarer que nous le ferons sans parti pris de critique et surtout sans esprit de récrimination.

Parmi les anarchistes nous avons le plaisir de compter d'excellents amis tels que Kropotkine, Reclus (Élisée) et les frères Thomachot, dont l'un est mort à la peine il y a deux ans, à Paris, et dont l'autre a dû s'expatrier avec les siens, tout travail lui ayant été retiré à Genève à cause de ses convictions.

C'est assez dire que nous n'avons contre les anarchistes aucune animosité.

Mais puisque depuis une dizaine d'années surtout un nouveau régiment est venu s'adjoindre à l'armée révolutionnaire socialiste, groupant autour de son drapeau un grand nombre de jeunes et actives intelligences qui prétendent conduire la Révolution sociale vers ses véritables destinées, il doit être permis de se demander si, malgré leur assurance et leur bonne volonté, ils ne nous feraient pas, très sincèrement d'ailleurs, retourner en arrière.

De tout temps l'épithète d'anarchiste a été appliquée par les conservateurs à leurs adversaires.

En dépit de toute étymologie, «*anarchie*» et «*désordre*» ont été considérés comme synonymes par les partisans du statu quo, et les opposants plus ou moins intéressés à tout changement que ce soit, dans l'ordre social existant.

A chaque fois que les opprimés ont revendiqué contre leurs oppresseurs; que les volés ont voulu se révolter contre les voleurs, ceux-ci ont crié: «à l'*anarchie*»!

A ce point de vue, tout réclamant que ce soit,

depuis le doux Bailly par exemple, qui n'hésita point pourtant à faire massacrer le peuple au *Champ de Mars* en 1791; l'austère François Arago, qui le fit «*mordre*» en juin 1848; le grand Gambetta, qui, en 1880, songeait à l'aller «*traquer dans ses repaires*», jusqu'à Clémenceau qui, aidé de son ami Boulanger, n'hésiterait pas, demain, à faire mitrailler les prolétaires, comme le fit Thiers en 1871, tous ont été traités tour à tour «*d'anarchistes*» par les conservateurs de leur époque et de tous pays.

Il faut en prendre son parti.

Mais il n'y a bien entendu aucune comparaison à établir entre les anarchistes dont nous nous occupons et les saltimbanques politiques qui, depuis un siècle notamment, n'ont jamais eu en vue que de trahir la Révolution au seul profit de leur ambition personnelle.

Il faut également laisser en dehors des anarchistes modernes ceux qui, sous le nom plus connu d'*Hébertistes*, furent guillotonnés de par la grâce de M. de Robespierre.

Ni Hébert, ni Anacharsis Kloots, ni Chaumette, ni Rossignol, ni Ronsin, ni leurs autres amis de la *Commune révolutionnaire* – les anarchistes modernes le reconnaîtront je suppose – ne peuvent être confondus avec ceux-ci.

Leur idéal n'était point le même.

C'est donc seulement des anarchistes de nos jours, s'affirmant comme les seuls révolutionnaires, que nous nous demandons: *Où vont-ils ?*

Leur histoire date d'hier.

Bakounine peut en être considéré, sinon comme le père, du moins comme un de leurs plus remarquables inspirateurs.

Je ne crois guère me tromper en avançant que l'anarchisme moderne, comme conception révolutionnaire spéciale, prit officiellement naissance au *Congrès internationaliste jurassien*, tenu à Genève en septembre 1873 (5) et dans lequel furent rompues toutes attaches avec le *Conseil général* de Londres (6), dont les allures dictatoriales, sous l'influence de Marx, avaient soulevé une formidable opposition parmi les sections demeurées fidèles à l'esprit fédéraliste qui avait jusque-là caractérisé l'*Internationale* tout entière.

Je me rappelle avec quelle fougue toute méridionale le compagnon Brousse - le Locle alors admirait ses vertus - raillait les partisans du quatrième État, dont il est aujourd'hui l'un des plus fervents zélateurs (7).

«T'en souviens-tu, Brousse, t'en souviens-tu?».

Seulement les anarchistes d'alors crurent devoir encore s'abriter derrière le Fédéralisme, sur les données duquel il était du moins facile de s'expliquer.

Puis vint le *Congrès fédéraliste* du 18 mars 1876, tenu à Lausanne.

L'anarchie sortit alors de ses premiers langes.

Les compagnons Élisée Reclus et Brousse en furent les parrains.

Dans ce Congrès, ceux-ci dénoncèrent sans pitié la Commune de Paris de 1871 comme un type de gouvernement autoritaire, à cause surtout de sa reconstitution des services publics, la bête noire des anarchistes.

Pauvre Commune! traitée d'autoritaire!

Comme on voit bien que Reclus, fait prisonnier dès le 4 avril à Châtillon avec tous les braves compagnons d'armes de l'héroïque Duval, ne savait vraiment pas comment les choses s'étaient passées! - Non plus que Brousse qui, alors, étudiait tranquillement la médecine à Montpellier! A Lausanne donc, en 1876, toute organisation que ce soit, fédération ou autre, toute délégation propre au fonctionnement de cette organisation, furent déclarées anti-révolutionnaires.

Retombant dans les errements des abstracteurs de quintessence, les anarchistes déclarèrent que, sous peine de n'être qu'une nouvelle forme d'exploitation, la Révolution ne devait avoir d'autre objectif que de créer un milieu dans lequel, désormais, l'individu ne relèverait plus que de lui-même, sa volonté régnant sans limite... pas même celle du voisin, cette seule restriction suffisant à ruiner le système par sa base.

- ...« Pardon - interrompt aussitôt un anarchiste que j'aime et estime tout particulièrement - comme tout socialiste, nous nous réclamons de la solidarité.

- C'est entendu, cher ami. Nous examinerons plus loin votre restriction, mais permettez-moi d'abord d'exposer vos «principes».

Lorsqu'on parcourt la littérature anarchiste - brochures, livres, journaux, manifestes et programmes de leurs divers groupements - on s'aperçoit promptement qu'aucune de leurs critiques et revendications politiques et économiques contre l'ordre social actuel ne diffère, dans la forme ni dans le fond, de celles exposées depuis longtemps par les socialistes qui les ont précédés.

Je ne leur ferai non plus l'injure de supposer qu'ils s'imaginent même avoir inventé l'abstention électorale. - Ils sont trop intelligents, je le sais, pour y insister.

(5) Il s'agit en fait du Congrès ordinaire de l'*Association internationale des Travailleurs*, réunissant toutes les organisations affiliées à l'exception des groupements marxistes; ceux-ci tentèrent de se réunir en Congrès à Genève également en septembre 1873: «un fiasco»... dicit Marx soi-même. (Note A.M.).

(6) Après le Congrès de La Haye, en 1872, la fraction marxienne avait «déménagé» le *Conseil général* à New-York. Il y était déjà au moment du Congrès de Genève en 1873. (Note A.M.).

(7) Paul BROUSSE (1844-1912), médecin, participa à la transformation de l'*Association internationale des Travailleurs*, d'organisation de classe en une organisation de groupes d'affinités politiques. Après avoir, à sa façon, contribué à la destruction de l'organisation de classe créée en 1864, il rejoignit à son tour les rangs... du parlementarisme. (Note A.M.).

«Plus d'État, plus de propriété individuelle, plus de parlementarisme, plus de légalités fiscales. - Guerre au capitalisme, guerre aux privilèges de toutes sortes, guerre à l'exploitation de l'homme par l'homme. - Plus de frontières, plus de guerre de peuples à peuples. - Enfin guerre sans trêve à toute autorité, élue ou non élue, dynastique ou simplement temporaire».

Tels les divers objectifs que déclarent poursuivre incessamment tous les groupements anarchistes qui se sont donné jusqu'alors la peine de nous annoncer leur existence.

Il y a plus.

Plusieurs compagnons qui, sans faire tort aux autres, peuvent être considérés comme des plus intelligents, ont été traduits - sous prétexte de société secrète - devant les assises de Lyon, au commencement de l'année 1883. Ils avaient là une excellente occasion d'exposer les principes de l'anarchie.

Avec une grande dignité et une incontestable énergie, les ouvriers Bordat et Bernard, le savant Kropotkine, l'écrivain de talent Émile Gauthier, ont fait une critique serrée, logique, des iniquités sociales légitimant toutes revendications que ce soit, individuelles ou collectives.

Il n'est pas un socialiste qui n'eût signé des deux mains leur juste et véhément réquisitoire contre l'état politique et social actuel.

Mais où se trouvait l'anarchisme dans toute cette affaire? - On en est encore à se le demander.

Rien, ni dans leurs publications, ni dans leurs

discours, ni dans leurs conférences, rien qui donne l'idée d'une conception nouvelle concernant la Révolution sociale.

Quant à leurs négations, leurs critiques du présent, il y a belle lurette que les socialistes de toutes écoles sont d'accord sur ces négations et ces critiques.

Depuis que Proudhon a passé par là, elles sont monnaie courante pour tous les révolutionnaires.

C'est seulement sur les moyens de prévenir quelque «*choc en retour*», au lendemain d'une situation restituant aux travailleurs la possibilité de s'affranchir, qu'il reste pour eux à s'entendre, toute réserve faite du droit qu'auront les intéressés de s'en servir ou d'en adopter d'autres, en raison des circonstances qu'on peut prévoir sans doute mais non préciser à l'avance.

Quant au caractère «*positif*» de leur doctrine ou, mieux, de leur point de vue spécial, les anarchistes ne se sont fait connaître encore que par ces deux formules qui, d'après eux, doivent être la loi et les prophètes de tout révolutionnaire sérieux: «*Fais ce que veux; puise à même le fonds commun de la richesse sociale*».

Comme, d'autre part, ils s'affirment en même temps communistes, il y a lieu d'examiner si ces formules concordent avec certaines nécessités sociales inéluctables et, ensuite, si elles ne sont pas contradictoires, non seulement du communisme, mais des données générales qui constituent l'objectif commun aux socialistes quels qu'ils soient, c'est-à-dire si, par un chemin détourné, lesdites formules ne nous ramèneraient pas tout simplement à l'état bourgeois qu'il s'agit de détruire.

«FAIS CE QUE VEUX»

Quelle est, tout d'abord, la donnée générale acceptée par tous les socialistes sans distinction?

«Créer - toutes réserves faites quant aux moyens - un milieu social dans lequel les intérêts collectifs et ceux individuels s'harmonisent

de telle sorte que tout effort en vue de satisfaire les uns profite du même coup à la satisfaction des autres».

C'est-à-dire que tout ce qui contribue à accroître la vie sociale augmente en même temps

pour l'individu les moyens de développer d'autant plus ses facultés; de même que tout accroissement de celles-ci contribue au développement de la vie collective.

Puisque les anarchistes se déclarent communistes, laissons de côté toute autre conception socialiste et voyons si vraiment ils peuvent s'affirmer comme tels.

Jusqu'alors les «communistes» - autoritaires ou autres - formulent ainsi leur conception:

«De chacun selon ses forces - ou facultés. A chacun selon ses besoins».

Ce qui veut dire que la reconnaissance pour chacun du droit de consommer - ou, mieux, de se développer - a pour conséquence le devoir pour chacun aussi de produire, de concourir au développement de tous, dans la limite de ses forces naturelles et acquises.

Or, puisque les anarchistes se disent communistes - et nul n'a le droit de douter de leur sincérité - comment peuvent-ils concilier leur affirmation avec le «Fais ce que veux».

Et s'il leur plaît de consommer sans produire?

- *Nous croyez-vous donc des imbéciles ou de malhonnêtes gens, pour émettre une telle supposition?* - répliquent aussitôt les anarchistes.

- *Ni l'un, ni l'autre.*

- *Mais si vous admettez comme nous que tout droit de consommer implique la nécessité de produire, que devient dès lors votre formule, ou plutôt, pourquoi cette formule, sans valeur applicable?*

- *Mais* - reprennent les anarchistes - *nous vous l'avons cent fois dit déjà, nous lui reconnaissons un principe supérieur: La solidarité.*

- *Soit. Et en cela vous avez grandement raison, car cette solidarité s'affirme plus étroitement chaque jour. Mais, pour la centième fois aussi, à quoi bon alors votre formule idéale: «Fais ce que veux», puisque vous subordonnez - non... ce mot vous choque - vous rectifiez cette volonté idéale par l'inexorable loi de solidarité, à laquelle moins que jamais nul ne peut se soustraire, sous peine de n'être pas?*

- *Du reste* - reprennent les anarchistes - *en admettant même que certains individus croiraient ne pas devoir contribuer de leurs propres efforts à la création de ce qui leur est indispensable pour vivre, ils n'en devraient pas moins être considérés comme en ayant absolument le droit, d'abord parce que nul ne pourrait moralement s'y opposer et ensuite parce qu'il y aura toujours plus de produits qu'il ne sera besoin et qu'ainsi personne ne sera lésé».*

Tout d'abord et sans s'en douter, les anarchistes à ce propos reprennent ainsi pour leur compte la fameuse et si commode théorie bourgeoise, qu'au nom de la fantaisie, il peut exister pour certaines natures un droit primordial de vivre aux dépens des autres, sans se soucier le moins du monde du surcroît d'efforts que ceux-ci y devront employer.

Il pourrait bien s'élever et avec d'autant plus de raison, ce nous semble, de vives protestations de la part des travailleurs qui, précisément, ont surtout en vue à cette heure de mettre fin au plus tôt à cette «*division des fonctions*», très préconisée de ceux qui ne s'attribuent que celle de consommer et de jouir.

Ce simple changement de parasites pourrait bien ne les pas satisfaire.

Mais ne nous arrêtons pas à cette objection - rétrograde d'après les anarchistes - et supposons même qu'elle ne puisse être soulevée.

Il est une autre affirmation cependant sur laquelle il faut néanmoins s'expliquer.

«Il y aura toujours - disent les anarchistes pour le besoin de leur cause - *plus de produits qu'on n'en pourra consommer».*

Comment donc cela, s'il vous plaît?

En sommes-nous arrivés à ce point, vraiment, d'assurer que la matière consommable ne fera jamais défaut et qu'on la pourra transformer, sans limiter son emploi à la satisfaction de besoins réels, jusqu'à la gaspiller?

Eh bien! admettons même qu'on puisse sérieusement l'affirmer. - Il reste encore à considérer que l'avenir social recherché ayant pour but de réduire au minimum possible - pour tous - le temps et les efforts employés à la satisfaction

des besoins du corps, afin de consacrer un temps plus long au développement intellectuel, il est difficile de supposer que les travailleurs consentiront à créer des produits en quantité supérieure à leur besoin de consommer, pour le seul plaisir de les fabriquer alors qu'il en prévoient la parfaite inutilité.

Ce qui semble plus probable, au contraire, c'est que les besoins individuels croissant en raison de la possibilité de les satisfaire, il se produira un écart constant à ce propos, ce qui prédisposera fort peu l'individu à travailler uniquement en vue de satisfaire les besoins de ceux qui trouveraient plus agréable de ne s'en point occuper eux-mêmes.

Toutes réserves, s'entend, en faveur des malades et des incapables.

La théorie du «Fais ce que veux» pourrait bien en ce cas préparer certains désagréments à ceux qui, la prenant au sérieux, s'aviseraient, bourgeois d'un nouveau genre, de la vouloir pratiquer.

Puis, si l'on examine avec quelque attention les moyens mis actuellement en œuvre pour suffire aux nécessités de la production, il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir bien vite que ces moyens se prêtent de moins en moins à la fantaisie et au caprice que suppose - sous peine de n'avoir aucune portée - la formule «Fais ce que veux» qui logiquement caractérise l'anarchie.

Que l'on prenne en effet le plus simple des produits et qu'on en analyse les éléments, on se convaincra très facilement que ce produit résulte d'une série d'efforts combinés de telle sorte que, leur concordance faisant défaut, le produit ne peut plus se réaliser dans des conditions qui le rendent accessible à tous.

Dans ses procédés simplistes l'artisanat (8) laissait autrefois plus de latitude au producteur - en apparence du moins. Mais ces procédés ne suffi-

sant plus aux besoins d'aujourd'hui, il serait assez oiseux de songer à y revenir, tel désir qu'en pussent avoir les anarchistes, qui, je le suppose d'ailleurs, n'y songent certes pas plus que nous.

Et puis est-il même exact de dire que l'artisanat donnât vraiment plus de latitude aux travailleurs?

Pour qui se rappelle l'époque où elle florissait encore dans une grande quantité de métiers alors en dehors du machinisme, les façons et les éléments divers dont se composait l'objet ainsi fabriqué étant au moins en aussi grand nombre qu'aujourd'hui, il fallait bien qu'il y eût entente également entre les divers artisans qui s'en occupaient, pour éviter tout retard dans sa fabrication complète, autant dans l'intérêt du consommateur que dans le leur propre.

Cette entente, pour être moins rigoureuse que dans la grande industrie, n'en était pas moins alors comme de nos jours absolument contradictoire avec le «Fais ce que veux».

Supposons même que la distribution des forces à domicile chez le producteur se réalise complètement - comme semblent le faire prévoir de récentes expériences à ce propos - et qu'ainsi les avantages de l'ancien artisanat puissent se combiner avec les nécessités mécaniques actuelles de la production, ce qui alors soustrairait les travailleurs à l'enfer des usines. Est-ce que pour cela le travail de chacun n'en demeurera pas moins solidaire, non seulement du travail des autres, mais encore des forces motrices mises à sa disposition et dont l'emploi sera forcément régularisé, ne fût-ce que pour donner aux distributeurs eux-mêmes de ces forces les heures de repos auxquelles ils auront droit eux aussi? Poser ces questions, n'est-ce pas les résoudre?

Or, si l'activité individuelle ne peut utilement se manifester sans entente préalable, si courte, si fugitive même qu'en soit la durée, que vaut dans ce cas la formule «Fais ce que veux»? - Que devient l'anarchie?

(8) L'auteur utilise le terme «*artisannerie*» qui, n'ayant plus cours aujourd'hui, a été remplacé en tous lieux par le terme actuel commun «*artisanat*». (Note A.M.).

«PUISE À MÊME LE FONDS COMMUN DE LA RICHESSE SOCIALE»

Après cette première formule anarchiste s'appliquant à la production, examinons la valeur relative de la seconde quant à la consommation.

«*Puise à même le fonds commun de la richesse sociale*».

Soit.

Admettons, comme l'affirment les anarchistes, que ce «*fonds commun*», s'alimentant sans qu'on sache trop comment, soit pourtant inépuisable et que ceux qui y auront contribué de tous leurs efforts soient assez bons garçons ou assez satisfaits eux-mêmes pour y laisser «*puiser à même*» ceux qui, usant de leur droit à ne rien faire, n'y auront point coopéré.

Où se trouvera ce «*fonds commun*»? puisque, toujours au nom de sainte anarchie, on considère toute organisation que ce soit comme étant contraire au «*principe*», et cela à tel point, qu'un jour l'ex-anarchiste Brousse, dans son horreur de tout service public, fit à Genève une conférence pour démontrer qu'on pouvait très bien par exemple supprimer le service des postes en revenant au système des commissions amicales.

Les socialistes, - non anarchistes, - à quelque point de vue qu'ils envisagent l'économie sociale à venir - communistes ou mutualistes - qu'il s'agisse de répartition ou d'échange, sont du moins d'accord pour reconnaître qu'il est indispensable d'établir des magasins généraux où les produits de toute nature, agricoles et manufacturés, seront amenés pour être ensuite livrés aux consommateurs de manière à éviter les sophistications dont ils sont l'objet à cette heure de la part d'intermédiaires parasites.

Tous sont également d'accord sur la nécessité de dresser une statistique générale des produits, établissant leur nature, leur quantité et leur provenance, afin d'assurer aux consommateurs l'arrivée de ceux dont ils auront besoin et d'éviter d'inutiles déplacements et encombrements, ainsi que les onéreuses avaries et déperditions qui en résultent.

Sans doute les procédés jusqu'alors indiqués par

les socialistes peuvent paraître très critiquables et même sans valeur. Toujours est-il qu'il est indispensable de s'en préoccuper.

Les anarchistes, eux, logiquement rebelles à toute organisation administrative, devraient du moins s'expliquer sur la façon dont ils supposent (je ne dis pas entendent) que les choses se pourront passer sans le secours d'un agencement administratif quelconque (9).

... J'entends quelques compagnons murmurer: «*Cet homme nous suppose vraiment d'une simplicité par trop grande*».

Je n'ai rien à supposer de ce genre.

Certes ni Reclus ni Kropotkine, entre autres, ne peuvent être taxés de simplicité. Leur savoir et leur intelligence se sont depuis assez longtemps révélés dans leurs remarquables travaux scientifiques.

Dans sa *Nouvelle Géographie*, Élisée Reclus a trop clairement établi sa compétence, en décrivant avec une merveilleuse prescience le rôle assigné dans l'avenir à chacun des peuples qu'il a étudiés, quant à leurs relations générales, pour qu'on le puisse taxer d'ignorance.

Mais c'est précisément à cause de cela qu'on a le droit de lui demander - ainsi qu'à tous les anarchistes conscients - comment dans l'avenir qu'ils poursuivent les choses se pourront passer sans organisation aucune, c'est-à-dire sans entente préalable, sans accord entre les intéressés, sans modus vivendi accepté par eux et auquel il leur faudra bien se soumettre, si court que sera le contrat, mais qui sera malgré tout une infraction au «*Fais ce que veux*». - Et comment aussi chaque consommateur se pourra mettre en relations avec le fameux «*fonds commun de la richesse sociale*».

(9) *Le Révolté*, qui, il n'y a pas longtemps encore, soutenait cette thèse économique-sociale, vient de l'abandonner. Mais aussi bon nombre d'anarchistes - à raison, ce nous semble - commencent à trouver que cet organe abandonne la cause. (Note Gustave LEFRANÇAIS).

ANARCHIE ET PATRIOTISME

Si les anarchistes, au double point de vue de la production et de la consommation quant à l'organisation sociale à venir, ont adopté des formules très acceptables en somme par la bourgeoisie dont elles ne changeraient guère les habitudes d'exploitation, il est un point sur lequel ils sont par exemple d'une étrange précision, quant à l'expression dont ils se caractérisent.

Ils s'affirment hautement et en toute occasion comme «*anti-patriotes*».

Les socialistes - depuis qu'il en existe en France - se sont toujours nettement prononcés contre le chauvinisme.

Les odieuses guerres de races, de peuple contre peuple, reposant sur d'ineptes et d'abominables calculs dynastiques ou d'aveugles questions d'intérêts économiques embrouillées à plaisir par les tripoteurs de la finance et de l'industrialisme, ont été l'objet d'incessantes et unanimes critiques de la part des socialistes, qui n'ont jamais manqué de vouer à l'exécration et au ridicule en même temps le fameux adage: «*Je suis Français, mon pays avant tout*».

La *Commune de Paris* en 1871, comme celle de 1792, s'honora de contenir des étrangers dans son sein. Les combattants de 1871 mouraient non seulement aux cris de: *Vive la Commune!* mais surtout de: *Vive la République sociale universelle!*

En 1848, le *Chant des Soldats*, de Pierre Dupont, avait pour refrain: «*Les peuples sont pour nous des frères*».

Il serait assez difficile ainsi de transformer les socialistes révolutionnaires français en patriotes ridicules.

Les anarchistes, dans leur ardeur anti-chauvine croient devoir déclarer qu'ils «*sont anti-patriotes*».

Qu'entendent-ils par là?

Veulent-ils seulement affirmer qu'ils placent la Justice et l'Humanité au-dessus des étroits et égoïstes intérêts de la Patrie? - La chose est en-

tendue par tous. - Ce n'est dans ce cas qu'une simple répétition.

Mais prétendraient-ils par hasard que l'existence et l'intégrité de la France les intéressent si peu qu'ils ne croiraient point utile de les défendre si elles étaient de nouveaux menacées?

Dans ce cas ils ne seraient qu'une contre-épreuve du *Déroulédisme*: les deux se complèteraient.

Tous deux en effet arriveraient au même résultat.

Que les Déroulédistes cherchent à exciter - assez vainement d'ailleurs et c'est fort heureux - de brutales passions d'un autre âge en vue de la *Revanche*, parce que leur épaisse cervelle ne leur permet pas de comprendre que le rôle militaire de la France est fini... Et il est à présumer qu'il ne tardera guère à en être de même pour l'Allemagne... Cela s'explique.

Inconsciemment ou non, ces patriotes à tous crins travaillent uniquement à ruiner la Révolution au bénéfice du militarisme, dut la France en périr définitivement.

Mais que celle-ci, envahie de nouveau à la suite de revers amenés par l'inepte ou perfide patriotisme des Déroulédistes, les anarchistes, au nom de leur «*anti-patriotisme*» affirment qu'il n'y aurait qu'à se croiser les bras et à laisser faire, ce serait vraiment un comble.

Est-ce que - gloire ou malheur peu importe - France et Révolution ne sont pas synonymes aujourd'hui comme hier?

Est-ce que ce n'est pas précisément pour cela que, malgré leurs incessantes platitudes, nos prétendus républicains officiels se sont heurtés à un inflexible *non possumus* (10) auprès des puissances monarchiques dont ils sollicitent bassement l'alliance?

Qui ne comprend dès lors que si, demain, la

(10) Expression latine signifiant: «*Nous ne pouvons pas*». (Note A.M.).

France étant envahie comme en 1870, les socialistes se croisaient stupidement les bras au nom de «*sainte Anarchie*», s'en serait fait pour des siècles de l'affranchissement des travailleurs?

Que les anarchistes consultent à ce propos, non les prolétaires français qu'ils pourraient suspecter de chauvinisme imbécile, mais les révolution-

naires russes, polonais, allemands, espagnols, italiens et même ceux des deux Amériques, plus dégagés encore des intérêts français, ils verront ce qu'on leur répondra.

Déroulédisme à rebours ou incohérence, tel se peut qualifier - au point de vue révolutionnaire - l'anti-patriotisme des anarchistes.

LA PROPAGANDE PAR LE FAIT

Si les affirmations économiques des anarchistes ne nous paraissent pas de nature à justifier leurs prétentions de conduire seuls la Révolution sociale vers son but; si même, à bien prendre, ils semblent au contraire en préparer quelque nouvel et lamentable avortement, il n'est pas non plus sans intérêt d'étudier aussi leurs procédés de propagande, soit au point de vue de leur originalité prétendue, soit à celui de leur valeur morale intrinsèque.

Il ne s'agit pas, cela s'entend, de les juger d'après la légalité et la morale bourgeoises, toujours si favorables aux voleurs lorsqu'ils ont réussi.

Sur ce terrain, en effet, il n'est d'acte, si monstrueux soit-il, qui ne puisse supporter avantageusement la comparaison avec ceux dont la bourgeoisie s'enorgueillit volontiers chaque jour, les décorant du nom de «*savoir-faire*» ou d'«*habileté*».

Ne reconnaissant aucune valeur aux verdicts rendus par les soi-disant juges de nos jours, nous nous garderons bien de mesurer à leur aune les faits dont se caractérise la propagande anarchiste.

Nous les contrôlerons seulement d'après le but qu'elle se propose.

Sur ce plan, nous nous croyons d'autant plus en droit de les investiguer que, réclamant pour ces faits des déclarations de solidarité de la part des socialistes révolutionnaires, ceux-ci ne peuvent répondre à de semblables appels qu'après avoir scruté le caractère et la portée des actes dont il s'agit.

Conformément à leur donnée, les anarchistes affirment que, seul juge de l'importance de ses griefs contre la société ou l'un quelconque de ses membres, l'individu demeure libre dans le choix des moyens d'en poursuivre le redressement.

De cette affirmation est née la «*propagande par le fait*».

Cette propagande que nous avons vue à l'œuvre depuis plusieurs années, il nous paraît utile d'en passer en revue les principales étapes historiques pour en établir la valeur exacte.

Le premier acte s'en produisit, vers 1878, à Be-nevente.

Un excellent et digne révolutionnaire, le citoyen Cafiero, avec quelques autres compagnons, s'emparèrent de la municipalité dont ils détruisirent les registres d'état civil et autres.

Leur victoire fut de peu de durée: le soir même Cafiero et ses amis couchaient en prison.

Cette tentative fut l'occasion de critiques acerbes de la part d'un journal socialiste français, critiques qui dépassèrent à mon avis le droit de leur auteur.

On pouvait sans doute reprocher aux anarchistes italiens d'avoir fort inutilement risqué leur liberté et même leur vie dans une entreprise n'ayant aucune chance, - je ne dirai pas de succès, - mais d'être comprise dans le milieu où elle s'était effectuée.

Mais ils avaient incontestablement le droit de passer outre, dans la persuasion où ils étaient de

faire servir ce genre de propagande à créer un germe d'agitation révolutionnaire.

Tout au plus leur pouvait-on démontrer que le jeu ne valait pas la chandelle.

Peu après et successivement vinrent les tentatives de Passanante et d'André Tomaseo contre le roi d'Italie et son copain le roi d'Espagne.

Ces deux actes, les anarchistes les revendiquèrent si bruyamment comme étant le fruit de leur propagande, que leur journal officiel d'alors - *l'Avant-Garde* - fut traduit à Neuchâtel devant les assises fédérales qui condamnèrent son rédacteur en chef, le citoyen Brousse, à dix ans de bannissement du territoire de la *Confédération helvétique*.

Dans ces circonstances, les anarchistes avaient, ce nous semble, singulièrement exagéré l'influence théorique qu'ils s'attribuaient.

Ils semblaient ainsi ne faire dater le régicide que du moment de leur apparition.

Or, depuis l'origine même de la monarchie, qui soustrait le monarque à toutes revendications légales, - même dans le cas de crimes de droit commun, tels que l'assassinat, le viol et autres gentilleses, - il s'est toujours trouvé des citoyens courageux qui, soit au nom de la conscience publique outragée, soit pour venger leurs injures privées, se sont - avec raison - reconnu le droit de frapper eux-mêmes l'auteur de ces crimes.

Ils s'appuient dans ce cas de cet inattaquable argument que quiconque se place au-dessus et en dehors de l'Humanité ne peut dès lors se réclamer d'elle pour échapper au châtement de ses forfaits.

Le régicide - absolument légitime - est sans doute une manifestation de la «*propagande par le fait*». C'est un acte révolutionnaire par excellence. Mais son antériorité notoire le place hors de toute revendication des anarchistes modernes.

Il en est de même de tous les actes de la grande et terrible tragédie qui se joue en Russie depuis dix ans.

Depuis Véra Sassulich et ceux qui jusqu'alors n'ont pas hésité à donner leur vie pour libérer

leur pays, aucun de leurs actes ne peut être revendiqué comme émanant des théories anarchistes, leurs auteurs ne s'étant jamais reconnus comme tels... au contraire.

Seul jusqu'alors, Reinsdorff, en Allemagne, a déclaré avoir agi en tant qu'anarchiste. Le courage avec lequel il a bravé ses juges et livré sa tête au bourreau - courage auquel la *Revue des Deux-Mondes* elle-même a rendu hommage - fait certes de Reinsdorff un des grands caractères de notre époque.

Les anarchistes dont il s'est déclaré le compagnon ont le droit de s'en montrer fiers.

Son entreprise, si douteux qu'en pût être le succès, valait du moins qu'il y risquât la vie. Aussi en fit-il largement le sacrifice.

Depuis, la France a vu s'accomplir certains actes de justice sommaire, soit par des masses, soit par des individus: telles l'affaire Fournier à Roanne, la Watrinade de Decazeville, l'affaire Deruytter à Paris, que les anarchistes mettent à l'actif de leur propagande, encore que ce soit très contestable.

De tous temps aussi les travailleurs et les exploités à merci, exaspérés des exactions répétées et de plus en plus odieuses dont ils sont l'objet de la part de leurs exploités, ont tenté, soit individuellement soit en masse, de justicier ces exploités, sauf à payer à leur tour de leur tête ou de leur liberté ces exécutions, c'est-à-dire plus cher que ne valent les prétendues victimes.

Mais si les anarchistes ne peuvent rigoureusement s'en déclarer les réels et seuls inspirateurs, du moins ont-ils le mérite, on ne peut le méconnaître, de les approuver franchement et sans la moindre réticence.

Ils vont même jusqu'à s'en déclarer solidaires.

Cette déclaration - d'ailleurs toute platonique - n'a pas pour la Révolution sociale d'effet autrement utile que les actes qui la provoquent. Ceux-ci n'ont jusqu'alors, on ne le sait que trop, d'autres résultats que d'amener la mort de quelques chenapans - en sous-ordre, ou, bien plus rarement encore, d'ouvrir prématurément la succession de quelque gros bonnet de l'industrialisme, à la grande joie de ses héritiers, - comme l'a justement exprimé déjà un écrivain

socialiste, - sans que cela change rien à la condition des exploités.

Si pourtant les anarchistes modernes persistaient à revendiquer malgré tout comme un des effets de leur unique propagande les régicides et autres exécutions sommaires dont on vient de parler, la chose à notre avis ne mériterait pas d'être plus longuement discutée, car nous sommes d'accord avec eux pour en reconnaître le caractère légitime et des plus avouables pour tout révolutionnaire.

Seule la question d'utilité pourrait être l'objet de controverse entre eux et nous.

Mais la «*propagande par le fait*» en est arrivée chez les anarchistes à des agissements dont il ne s'agit plus seulement d'examiner l'utilité présumée, mais encore le caractère moral même et de se demander si ces agissements ne vont pas à l'encontre du but poursuivi.

Tous les actes qui viennent d'être passés en revue comme relevant de la «*propagande par le fait*», ou du moins réclamés comme lui appartenant par les anarchistes, ont un tel caractère de dévouement à l'idée et d'abnégation personnelle, qu'à quelque point de vue qu'on les envisage - qu'on les condamne ou qu'on les approuve - on ne peut s'empêcher de respecter dans leurs auteurs les sentiments de justice et de dignité qui les ont portés à les accomplir.

Ils commandent l'estime même à leurs ennemis les plus implacables.

Les actes dont nous avons maintenant à parler ont malheureusement un tout autre caractère.

Le premier d'entre eux qui a soulevé la plus unanime répulsion jusque chez les révolutionnaires se rapporte à l'affaire du Café Delecour, arrivée à Lyon en novembre 1882.

Il s'agit - on se le rappelle - d'une cartouche de dynamite placée dans un café et dont l'explosion blessa mortellement un pauvre diable de consommateur absolument inoffensif.

A quelques mois de là, un tout jeune homme, - Cyvoct, - soupçonné d'être l'auteur de ce fait inqualifiable, fut traduit devant les assises de Lyon.

Cyvoct nia énergiquement toute participation directe ou indirecte au crime dont on l'accusait. Il alla jusqu'à déclarer qu'il «*se regarderait lui-même comme un monstre*» d'y avoir été pour quoi que ce soit.

S'appuyant d'un article de journal écrit par lui et dans lequel on prétendit trouver une provocation à ce meurtre, le jury, malgré les dénégations formelles de Cyvoct, déclara que celui-ci n'avait, en effet, ni commis le crime ni participé à le commettre, mais qu'il l'avait provoqué. - La cour condamna à mort le malheureux jeune homme.

L'exécrable théorie de la «*complicité morale*», inventée par l'infâme procureur général Hébert sous Louis-Philippe, contre le journaliste Dupoty en 1840, lors de l'affaire Quénissel, recevait ainsi une nouvelle et abominable consécration.

Émue des déclarations de l'accusé, dont nul n'avait le droit de suspecter la sincérité alors que le jury lui-même l'avait reconnue, l'opinion publique fut saisie d'indignation contre un semblable verdict.

Il se produisit alors un fait étrange.

Sans tenir compte des dénégations précises de Cyvoct, les anarchistes, au lendemain même de l'arrêt qui venait de frapper leur compagnon, s'empressèrent dans leurs réunions de le glorifier d'un fait qu'il n'avait pas commis.

L'acte était ainsi réclamé par eux comme faisant partie de leur système de propagande.

Il y a donc lieu de demander quelles conséquences ils en espéraient.

Laissons de côté toutes jérémiades sur les droits de l'humanité violés. On sait assez que les bourgeois ne les respectent pas davantage lorsqu'il s'agit de sauvegarder leurs intérêts.

Juin 1848 et Mai 1871 entre autres en offrent de suffisantes preuves.

Examinons la chose au point de vue strictement utilitaire.

Quel profit pour la Révolution les anarchistes pourraient-ils espérer d'actes semblables?

Quand même le café Bellecour et tous ceux de

même genre sauteraient avec les viveurs qui les fréquentent, en quoi la Révolution sociale en avancerait-elle d'un pas?

Que, reprenant pour leur compte le vœu attribué à Néron et le modifiant, les anarchistes pussent désirer que la race des exploités n'eût qu'une tête pour s'en débarrasser d'un seul coup, aucun révolutionnaire socialiste n'y contredirait certes.

Mais est-ce que quinze ou vingt bourgeois, frappés de-ci et de-là par l'explosion dont les anarchistes se sont déclarés solidaires représentent la bourgeoisie?

Est-ce que leur mort eût entraîné celle de la bande entière des capitalistes? - Est-ce que l'ordre économique à détruire en eût été seulement affecté?

Les anarchistes en seraient-ils donc à croire à la naïve théorie de «l'exemple».

Est-ce que depuis qu'il y a lutte ouverte et constante entre les exploités et leurs exploités, il n'a point été fait d'exemples de part et d'autres durant les périodes du combat?

Il n'en a pas manqué de ces exemples, pratiqués surtout par les exploités jusqu'alors triomphants.

Les exploités qui les ont subis en ont-ils senti refroidir leur ardeur?

Reste donc pour seule justification de semblables procédés de propagande la tuerie pour la tuerie - sans s'inquiéter même de savoir si par hasard on ne tuera pas les siens.

Il faut avouer qu'il n'y a pas tant lieu de se vanter.

Le côté utile de l'acte ne pouvant se démontrer, il n'en reste que l'odieux et l'on s'explique aisément que tout anarchiste que puisse-être le malheureux Cyvoct, il ait énergiquement nié d'y avoir participé.

Le résultat le plus clair qu'aient tiré les anarchistes de la glorification d'un acte déclaré monstrueux par celui-là même qu'on venait de condamner sans preuves a été d'enrayer le mouvement d'opinion qui commençait à se faire en sa faveur.

Comme on ne peut supposer que c'était le but qu'ils recherchaient, on est en droit de se demander ce que vaut dès lors une semblable propagande.

Depuis cette affaire, une série d'explosions dynamiteuses se sont produites, plus particulièrement dans les bassins de la Loire et du Rhône. Mais les anarchistes en ont absolument décliné la responsabilité et les ont mises sur le compte de la police, en quoi ils pourraient bien n'avoir pas tort.

Ils auraient dû d'autant plus repousser toute solidarité dans l'affaire du café Bellecour, car, par une bizarre coïncidence, elle n'a eu d'autres résultats en somme que de servir de prétexte à l'arrestation et à la condamnation des citoyens Kropotkine, Bordat, Bernard, Émile Gauthier et d'une foule d'autres anarchistes lyonnais, sous l'inculpation de société secrète prétendue, dont l'existence n'a pas été plus démontrée que la culpabilité de Cyvoct.

Mais voici qui devient plus sérieux.

Quelque temps après, deux meurtres sont successivement commis en Autriche et en Hongrie.

Le vol en est le mobile avéré.

Les assassins sont arrêtés et ils déclarent avoir agi pour se procurer l'argent nécessaire à la création d'organes anarchistes.

Que ces hommes aient été sincères dans leurs déclarations, la chose est très possible. Le même fait vient de se produire à Paris - sans assassinat, il est vrai - et il est incontestable pour tous, les journaux les plus réactionnaires l'ont même reconnu, que le compagnon Duval a agi, lui aussi, en toute sincérité.

Tous ont volé et même assassiné honnêtement - si bizarre que paraisse l'accouplement de ces vocables contradictoires.

Ces histoires de meurtres suivi de vols - pour la bonne cause - sont aussitôt glorifiés par les anarchistes comme œuvres relevant surtout de la «propagande par le fait». - Journaux et meetings anarchistes ne tarissent pas d'éloges.

Le vol et l'assassinat sont acceptés par eux comme œuvres essentiellement révolutionnaires... sous réserves des motifs, bien entendu.

Notons que si nous les traitions de jésuites ils entreraient dans de jolies fureurs.

Mais à quels signes reconnaîtra-t-on les purs et les non purs en semblables cas? - Qui empêchera ces derniers, une fois pris, d'invoquer la loyauté de leurs intentions?

J'ai entendu raconter autrefois que certains révolutionnaires étrangers avaient eu un moment la pensée de fabriquer de faux billets de banque afin de ruiner le crédit des États qui leur servaient de garantie.

Le moyen était ingénieux en somme. Le but louable, et ils avaient pour se légitimer à leurs propres yeux, l'exemple des émigrés français qui durant la Révolution ne craignirent nullement d'y avoir recours pour tuer la République, pendant que les bourgeois républicains s'en servaient de leur côté pour acheter à vil prix les biens nationaux (11).

Mais les révolutionnaires dont nous parlons reconnurent bientôt qu'il fallait renoncer à ce procédé.

Sous le prétexte en effet de servir la cause, un certain nombre de prétendus compagnons s'en faisaient tout simplement des ressources pour satisfaire sur la plus large échelle possible leurs goûts et leurs fantaisies.

Sur ce pied, les filous et les escarpes ne vivant que de ce genre d'exploits pourraient, eux aussi, se déclarer révolutionnaires.

Et comment les contredire?

Est-ce qu'en vidant - violemment ou en douceur, suivant les circonstances - les poches de leurs voisins, ils ne font pas acte de révolution?

Que d'après la morale bourgeoise ils aient le tort de n'y point apporter assez souvent l'habileté nécessaire, c'est là le seul reproche qu'on leur puisse adresser.

Sans doute ils ont en somme aussi bien le droit de s'approprier le contenu de la caisse qu'ils dévalisent que celui à qui elle appartient de l'avoir remplie en exploitant sans scrupule le travail d'autrui.

Mais encore une fois comment ces détournements mutuels intéressent-ils la Révolution sociale? En quoi la situation des exploités se pourra-t-elle trouver moins mauvaise parce que X aura «anarchisé» les capitaux d'Y, qui - cela est entendu - n'y avait lui-même aucun droit.

Est-ce pour substituer un brigandage à un autre que les prolétaires luttent et meurent depuis tant d'années?

«Eux dessous, nous dessus», telle était la formule adoptée par la bourgeoisie - suivant Danton - lors de la Révolution, en parlant de l'aristocratie qu'il s'agissait de renverser.

«Ni dessus, ni dessous»; telle la formule des révolutionnaires socialistes.

Les procédés recommandés par les anarchistes nous ramèneraient simplement à la première de ces formules.

Il y aurait substitution et non révolution - mais les travailleurs n'en continueraient pas moins à rester «dessous».

Nous sommes de ceux qui reprochent à la *Commune de Paris* de 1871 - comme un crime de lèse-révolution - de n'avoir pas fait main-basse sur la Banque.

Mais de quel œil aujourd'hui les révolutionnaires sincères regarderaient-ils ceux qui n'eussent vu dans cette main-mise qu'un moyen d'y faire leurs petites affaires, sous prétexte par exemple de faire servir plus tard leur magot à la propagande?

Je vois d'ici la tête que feraient Kropotkine et Reclus devant les camarades de lutte ayant ce genre de peccadille sur la conscience.

N'est-ce pas dès lors condamner formellement l'acte qu'on proclame théoriquement utile à la Révolution, puisqu'on se trouverait soi-même amoindri dans sa propre estime pour l'avoir commis?

(11) Voir la «*Relation des papiers saisis à Bayreuth*», lors de l'arrestation du duc d'Enghien, fusillé ensuite à Vincennes et les «*Légendes Révolutionnaires*», de Georges Avenel. (Note Gustave LEFRANÇAIS.).

Il est des actes auxquels on applaudit en regrettant de ne se sentir soi-même ni l'énergie ni l'abnégation de les accomplir.

Mais tout procédé qu'on rougirait d'employer personnellement ne doit-il pas être rejeté comme indigne du but qu'on se propose? - Et comment alors en recommander l'usage à d'autres?

Je ne suppose pas les anarchistes capables d'assez d'aristocratie pour admettre qu'il y ait des gens préposés aux actions viles.

Voit-on l'effet que produirait les faits divers suivant, reproduit dans tous les journaux:

«X et Y, que chacun connaît depuis longtemps, comme étant à la fois des plus intelligents et surtout des plus estimables dans la véritable acception de ce mot, ont pénétré la nuit dernière par effraction dans les bureaux de Rothschild, dont ils ont forcé les caisses pour enlever les valeurs.

Le roi des Juifs, attiré par un bruit inusité à pareille heure, s'étant brusquement présenté devant eux, ils l'ont aussitôt égorgé pour empêcher qu'il donnât l'alarme.

Arrêtés au moment où ils sortaient chargés de leur riche butin, ils ont froidement déclaré qu'ils n'avaient agi ainsi que pour se procurer l'argent nécessaire à l'organisation d'un soulèvement général des travailleurs.

La situation sociale de ces deux étranges mal-faiteurs est telle en effet que rien ne laisse sup-

poser qu'ils aient eu l'idée de s'approprier personnellement le fruit de leur vol».

Et d'ailleurs, pourquoi X et Y, ces hommes vraiment honorables sous tous les rapports, ne pratiqueraient-ils pas eux-mêmes les procédés de propagande qu'ils acclament chez les autres?

Ce serait certes au point de vue de la Révolution d'un plus grand effet encore que les actes dont nous venons de parler et qui, étant donnée la situation misérable de leurs auteurs, sont suspects par cela même de moins de désintéressement de la part de ceux qui les ont commis jusqu'alors.

Eh bien! non. Ni X ni Y ne donneront cet exemple. Ils savent bien qu'ils feraient plus que d'y perdre la considération publique - dont ils font d'ailleurs peu de cas - ou leur propre estime, qu'ils sont capables de sacrifier aux intérêts supérieurs de quelque grande idée. Ils y perdraient jusqu'à l'estime même de la cause pour laquelle ils luttent courageusement.

Or toute cause qu'on n'estime plus est morte pour ses défenseurs.

De tels actes sont en effet trop marqués du sceau de la morale bourgeoise qui, depuis longtemps, n'est autre que celle des Jésuites, malgré le mépris qu'elle affecte à l'égard de ceux-ci. La Révolution sociale ne les peut revendiquer comme siens.

CONCLUSION

Ni dans leurs desiderata économiques, ni dans leurs procédés spéciaux de propagande dite «*par le fait*», les anarchistes modernes ne peuvent justifier de leurs prétentions à tenir la tête de l'armée révolutionnaire socialiste, car ils tournent en réalité le dos au but vers lequel celle-ci dirige ses efforts.

Sans doute il serait puéril de prétendre les contraindre à changer de voies et de moyens s'ils trouvent bon d'y persister - lors même qu'on en aurait le pouvoir. Personne parmi nous ne se sent le goût d'être gendarme et encore moins d'être juge.

Mais s'ils ont le droit de persévérer dans une ligne de conduite que nous considérons comme fautive et même dangereuse, les révolutionnaires socialistes ont, eux aussi, non seulement le droit mais le devoir de décliner désormais toute solidarité avec des théories qui n'ont de socialistes que l'étiquette et dont les procédés de propagande ne sont autres que ceux pratiqués par la bourgeoisie elle-même, avec cette unique différence que celle-ci a depuis longtemps remplacé le brigandage à main armée par la filouterie légale et boursicotière.

Les socialistes révolutionnaires ont surtout en vue de supprimer définitivement l'une et l'autre.

L'UTOPIE COMMUNAUTAIRE

A mon ami Villegardelle, communiste.

J'ai reçu, chacune en son temps, vos deux dernières publications, et je vous en remercie. J'ai lu l'*Accord des Intérêts* avec le charme que devaient me procurer votre esprit si fin, votre pensée vive et légère, votre expression toujours sceptique et narquoise. Que chercher, en effet, en un écrit communiste, si ce n'est l'imagination et le talent de l'écrivain?...

Ce qui m'a frappé dans l'*Histoire des idées sociales*, est le sous-titre: «*Les socialistes modernes devancés et dépassés par les anciens penseurs et philosophes*». Je trouve à cela, je vous l'avoue, beaucoup moins de malice que de naïveté. La belle recommandation pour notre cause, je vous prie de faire savoir à un public imbu des idées de progrès, que l'invention faiblit parmi nous à mesure que la civilisation se développe sur sa base propriétaire, et de crier sur les toits, chose vraie du reste, que le socialisme est en décadence depuis Platon et Pythagore! Et quel avertissement au lecteur, en tête d'une publication communiste! Vous avez fréquenté le phalanstère, mon cher Villegardelle, et vous êtes si peu habile!...

Mais je goûte fort le nom d'UTOPIE que vous donnez en général à tout projet de réforme conçu en sens contraire de la propriété. En fait et en droit, le socialisme, protestant éternellement contre la raison et la pratique sociale, ne peut être rien, n'est rien. Au rebours de ces entraves au libre commerce, dont les économistes espèrent triompher avec le temps et qui reviennent toujours, le socialisme ne vient jamais. Il n'y a point d'heure marquée pour lui; il est condamné à un perpétuel ajournement. Je vous félicite, mon cher Villegardelle, de cette heureuse découverte.

Vous dites encore, et avec infiniment de raison, à mon avis, que «*le public rattache toutes les branches du socialisme à l'antique tronc de la communauté*». C'est pour cela que vous-même, après avoir examiné d'abord l'utopie de Saint-Simon, plus tard celle de Fourier, trouvant que ces gens-là ou n'étaient pas de bonne foi, ou s'arrêtaient à moitié chemin, vous vous êtes fait communiste. Contre quoi, en effet, se sont élevés de

tout temps les réformateurs? Contre la propriété. Or la négation de la propriété, c'est le communisme. Le plus pauvre Icarien peut, comme un Aristote, arriver à cette conséquence, et votre profession de foi actuelle dépend tout entière de la fatalité de ce raisonnement.

Pourquoi donc, pensez-vous sans doute, pourquoi moi, qui proteste si haut contre la propriété, n'imitais-je votre exemple? Et comment, malgré la négation la plus décidée, me trouvais-je encore le moins avancé des socialistes modernes, qui tous sont moins avancés que les anciens? Démolir la propriété, c'était beau, sublime: mais repousser ensuite, au nom de je ne sais quelle métaphysique, la communauté, se pouvait-il rien de plus inconséquent? Depuis six ans je persiste dans cette déclaration ambiguë: qu'ai-je à répondre au socialisme déconcerté et méfiant?

Je vous rends grâce, mon cher Villegardelle, d'avoir reconnu hautement mon insolidarité vis-à-vis du communisme. Ma justification en deviendra plus facile, d'autant mieux que j'en trouve tous les éléments dans vos ouvrages. C'est vous-même qui le dites: «*Le socialisme, ou la communauté, déchoit d'une manière continue, déchoit parce qu'il est utopie, c'est-à-dire néant. Le socialisme s'en va à mesure que la société vient, qu'elle affirme et réalise ses idées intimes et prend position dans l'expérience: de même que la propriété se modifie à mesure que le législateur découvre les lois du juste, et que la pure essence de l'humanité se manifeste*». Voilà ce que le socialisme et l'économie politique ont constaté tour à tour, et que nous acceptons, vous et moi, de l'un comme de l'autre.

Je suis donc communiste, ainsi que vous, mon cher Villegardelle, mais seulement par hypothèse, et tant que je nie la propriété. La propriété abattue, il s'agit de vérifier l'hypothèse communiste. Trouvant alors que le communisme est, comme la propriété, en décadence continue; qu'il est utopique, c'est-à-dire égal à rien; que chaque fois qu'il essaie de se reproduire, il se résout en une caricature de la propriété, je suis

forcé, pour être d'accord avec moi-même, fidèle à la raison ainsi qu'à l'expérience, de conclure contre la communauté comme j'ai fait auparavant contre la propriété, et si je me trouve aujourd'hui le moins avancé des socialistes, c'est parce que je sors de l'utopie, tandis qu'ils y restent.

Cette double négation vient-elle d'erreur ou de chicane? Je crois fermement, mon cher Villegardelle, que c'est la nature même de la société qui est ainsi faite; et je ne désespère pas de vous en

convaincre, pour peu que vous veuillez descendre avec moi de la sublimité des oracles socialistes à l'examen pratique des choses. Souvenez-vous seulement que lorsque je vous expose mes raisons, ce n'est pas mon opinion que je soutiens: c'est vous-même que j'explique, c'est votre titre que je justifie, ce sont vos insinuations et vos médisances que je concilie avec votre profession de foi. Nous vivons sur deux mensonges!... Il est étrange, parce que je passe ma vie à démontrer cette contradiction de notre nature, que ce soit moi qu'on accuse de contradiction!

La communauté procède de l'économie politique

La première chose qui m'ait tenu en garde contre l'utopie communiste, mais dont les partisans plus ou moins accusés de cette utopie ne se doutent pas, c'est que la communauté est une des catégories de l'économie politique, de cette prétendue science que le socialisme a pour mission de combattre, et que j'ai définie: la description des routines propriétaires.

Comme la propriété est le monopole élevé à sa deuxième puissance, ainsi la communauté n'est autre chose que l'exaltation de l'État, la glorification de la police. Et de même que l'État s'est posé, à la cinquième époque, en réaction au monopole; tout de même, à la place où nous sommes parvenus, le communisme apparaît pour faire échec à la propriété.

Le communisme reproduit donc, mais sur un plan inverse, toutes les contradictions de l'économie politique. Son secret consiste à substituer l'homme collectif à l'individu dans chacune des fonctions sociales: production, échange, consommation, éducation, famille. Et comme cette nouvelle évolution ne concilie et ne résout toujours rien, elle aboutit fatalement, aussi bien que les précédentes, à l'iniquité et à la misère.

Ainsi la destinée du socialisme est toute négative: l'utopie communiste, sortie de la donnée économique de l'État, est la contre-épreuve de la routine égoïste et propriétaire! A ce point de vue elle ne manque pas, il est vrai, d'une certaine utilité: elle sert à la science sociale, comme sert à la philologie l'opposition de rien à quelque chose.

Le socialisme est une logomachie: je suis surpris que les économistes ne s'en soient pas aperçus. La communauté, comme la concurrence, l'impôt, la douane, la banque, est du ressort de l'économie politique; la communauté est au fond des théories de la division du travail, de la force collective, des frais généraux, des sociétés anonyme et en commandite, des caisses d'épargne et d'assurances, des banques de circulation et de crédit, etc..., etc..., etc...: la communauté, en un mot, est partout, comme l'espace, et n'est rien.

Toutes les utopies sociales depuis *l'Atlantide* de Platon jusqu'à *l'Icarie* de Cabet, pressées dans leur signification, se réduisent à cette substitution d'une antinomie à une autre antinomie. Le mérite, chez toutes, quant à l'invention est zéro; la broderie n'y est qu'un insignifiant accessoire; et pour ce qui regarde la décadence de la faculté utopique signalée par vous chez les auteurs, elle vient uniquement des corrections que l'expérience leur impose, et qui sont autant d'apostasies de leur part.

Du reste ces écrivains, dont je n'ai garde de méconnaître les intentions, sont tous d'insipides plagiaires des économistes, des propriétaires travestis qui, tandis que l'humanité gravit péniblement la montagne où elle doit se transfigurer, se donnent l'originalité de la redescendre.

Et c'est pour cela que je me ferais communiste! Mais ce serait me jeter dans le chimérique pour échapper à l'impossible, et par peur de Loyola, embrasser Cagliostro.

Définition de ce qui est propre et de ce qui est commun

Si jamais homme a bien mérité du communisme, c'est assurément l'auteur du livre publié en 1840, sous ce titre: *Qu'est-ce que la propriété?*

Adversaire de la propriété plus que personne, plus que personne j'ai le droit d'exprimer une opinion sur la possibilité d'une organisation communiste. Convenons donc des faits et des termes, et procédons par ordre.

C'est à regret, mon cher Villegardelle, qu'aux questions les plus délicates de la société, je mêle sans cesse les formes anguleuses de la métaphysique, et cette lourde et scolastique allure, qui rappelle certain personnage de Molière, me paraît autant qu'à vous ridicule. Mais quoi! tandis que votre intelligence primesautière saisit au vol les idées les plus rapides, je suis, pour mon malheur, du plus tardif entendement. L'intuition et la spontanéité me manquent; l'improvisation est nulle chez moi, et mon esprit ne peut faire un pas sans les béquilles du raisonnement.

Le soleil, l'air et la mer sont communs: la jouissance de ces objets présente le plus haut degré de communisme possible. Personne ne peut y planter de bornes, les diviser et délimiter. On a remarqué, non sans raison, que l'immensité de la distance, la profondeur impénétrable, l'instabilité perpétuelle avaient pu seules les soustraire à l'appropriation. Telle et si grande est la force de cet instinct qui nous pousse à la division et à la guerre! Il résulte donc de cette première observation, chose précieuse pour la science, que la propriété est tout ce qui se définit, la communauté tout ce qui ne se définit pas!... Que peut-être, après cela, le point de départ du communisme?

Les grands travaux de l'humanité participent à ce caractère économique des puissances de la nature. L'usage des routes, des places publiques, des églises, musées, bibliothèques, etc..., est commun. Les frais de leur construction sont faits en commun, bien que la répartition de ces frais sont loin d'être égale, chacun y contribuant en raison précisément inverse de sa fortune. Par où l'on voit, chose précieuse à noter, qu'égalité et communauté ne sont pas même chose!... Certains économistes prétendent même que les travaux d'utilité publique devraient être exécutés

par l'industrie privée, plus active, selon eux, plus diligente et moins chère: toutefois on n'est pas d'accord sur ce point. Quant à l'usage des objets, il reste invariablement commun: l'idée n'est jamais venue à personne que ces sortes de choses dussent être appropriées.

Les soldats mangent la soupe en commun; ils sont rationnés pour le pain et la viande, et reçoivent à part le fournement, dont chacun est, pour ce qui le regarde, responsable. La salle de police et la chambrée, l'exercice et les manœuvres, leur sont aussi communs. Si quelqu'un parmi eux reçoit une gratification de sa famille, une avance du maquignon qui l'a vendu, il n'est, point obligé d'en faire part à ses camarades. La vie militaire, d'un communisme assez prononcé, est mêlée ça et là de certains traits d'appropriation. C'est ainsi que dans un restaurant où vivent cent personnes, les commensaux se touchent et cependant restent isolés. D'où je déduis cet autre principe, que la communauté qui ne tient qu'à la matière n'est pas une communauté. Pour triompher du communisme, il suffit que je me sépare mentalement de ce qui m'environne: fait grave, et qui donne de sérieuses inquiétudes pour l'avenir de l'utopie!

La vie conventuelle était d'un communisme plus profond. Là, le dortoir, le réfectoire, la prière, le travail, tous les biens, acquêts et conquêts, étaient communs. D'après un passage souvent cité des *Actes des apôtres* et l'esprit général des institutions cénobitiques, le comble de la perfection était l'entier détachement, la désappropriation absolue. On peut lire dans les *Vies des pères du désert* les exercices auxquels ils se livraient pour arriver à cet idéal. Mais, par une contradiction digne de remarque, certains instituteurs de communauté, tels que saint Pacôme et saint Antoine, en étaient venus, à force de raffiner sur le détachement, à isoler les frères, c'est-à-dire à faire renaître de la renonciation communiste l'individualité. C'est ce qui fit donner aux frères ainsi disciplinés le nom de moines ou solitaires. Nouvelle observation plus inquiétante encore: la communauté touche à l'égoïsme!

Le mariage est, de tous les états, celui qui offre le plus de ressources pour une communauté. Mais, par un cas particulier, cette aptitude

du mariage pour la vie commune tient essentiellement à la distinction des sexes, en sorte que l'identité complète d'organisation semble moins avantageuse au système. Ce qui le confirme est que l'espèce de communauté formée par le mariage, et que l'on désigne sous le nom de famille, est essentiellement exclusive de toute personne étrangère, supportant à peine, à côté du mari, de la femme et des enfants, les pères et mères des conjoints: ce qui a fait dire en proverbe que «*l'affection descend, mais ne remonte pas*». Ainsi la communauté ne serait applicable qu'en une certaine mesure; loin d'être le principe formateur de la société, elle ne jouerait dans la société qu'un rôle secondaire: du moins tel est le témoignage de la théorie et de la pratique matrimoniale. C'est en conséquence de cette idée que le législateur a distingué dans les contrats de mariage, le régime dotal d'avec celui de la communauté, et, dans ce dernier, spécifié encore divers degrés du communisme. Quelle est donc la mesure d'application du principe communiste? Voilà ce qu'il est indispensable de connaître, et que personne encore n'a su dire. Enfin le mariage a fourni l'occasion de distinguer la communauté d'avec l'association, tellement que deux époux, parfaitement unis de cœur et d'intelligence, peuvent être à la fois séparés de biens, communistes quant à l'habitation et au ménage, plus associés pour leur commerce. Que tout cela soit plus ou moins régulier ou abusif, ce n'est pas en ce moment ce dont il s'agit: l'important pour nous est de bien voir comment la vie sociale oscille entre ses extrêmes, la propriété et la communauté, cherchant, à ce qu'il paraît, un troisième terme, aussi éloigné du socialisme que de l'économie politique.

Dans les établissements d'éducation pour les deux sexes, les repas, les heures de travail et de récréation sont communs. Mais, ceci est plus grave que tout ce que nous avons eu déjà l'occasion d'observer, le travail est individuel; car s'il n'était pas individuel, l'éducation serait nulle.

Tout le monde sait ce qu'était la lecture, c'est-à-dire l'enseignement dans les maisons religieuses.

Pour accomplir ce devoir, un seul livre suffisait, un seul lecteur. Dans le système de la révélation, la foi venant par l'ouïe, *fides ex auditu* (12), l'intelligence reste passive; l'instruction est com-

mune au plus haut degré. Le communisme s'exprime alors par le silence. Le supérieur, organe de la pensée d'en haut, parle; le néophyte écoute et obéit. La perfection de l'institut religieux est d'inculquer au sujet une doctrine uniforme, de la présenter toujours dans les mêmes termes et avec les mêmes formules, de diriger son esprit, si par hasard il s'y manifestait quelque trouble, de manière à le faire arriver invariablement à la conclusion prévue.

C'est cet esprit de discipline communiste que l'on a si naïvement reproché aux Jésuites, en cela disciples fidèles de la catholique, et scrupuleux observateurs de la règle essentielle à toute communauté, à toute religion.

Quelle différence dans nos écoles! Depuis l'école primaire jusqu'à la normale, on ne cesse d'exercer les élèves à travailler seuls. Si parfois on donne à tous la même composition, on exige que chacun la traite à part, et en concurrence; on s'attache à faire penser le jeune homme par lui-même; tout en lui enseignant le fonds commun de la science, on exige qu'il se l'approprie, on excite sa faculté inventive; on le provoque pour ainsi dire, à l'égoïsme du génie, à la propriété des opinions. Et plus son érudition imberbe acquiert de formes originales, personnelles, factieuses, plus on applaudit à ses succès, plus on se félicite d'avoir produit un homme.

Les parents et les maîtres se réjouissent de n'avoir pas perdu leurs avances; et l'on dit de cet élève, dont les idées téméraires bouleverseront peut-être un jour la communauté, qu'il a payé les dépenses de sa jeunesse. Or, que l'éducation, de littéraire et scientifique devienne encore professionnelle, il est clair qu'avec cette manie de faire des jeunes gens autant d'hommes originaux capables d'initiative et de découverte, on s'éloigne de plus en plus du principe communiste, et qu'au lieu de travailleurs fraternellement unis, nous n'aurons à la fin que des sujets ambitieux et d'indomptable caractère. J'appelle sur cette effrayante question les méditations des penseurs communistes.

A mesure que nous avançons dans cette enquête rapide, nous voyons que les hommes ont mélangé en proportions très diverses, dans leurs établissements politiques, religieux, industriels, militaires et pédagogiques, les principes de propriété et de communauté. Et tout cela s'est fait spontanément, tantôt par nécessité, tantôt par

(12) *La foi vient de ce que l'on entend!* (Note A.M.).

égoïsme, on dirait même quelquefois par accident, du moins sans intention appréciable.

Ainsi, les salariés de l'État, recevant leur salaire de la communauté qui prend leurs services, vivent chacun à part, malgré les avantages qu'ils pourraient trouver à se réunir. La vie de ménage, si chère, si onéreuse, est préférée par les improductifs, qui cependant avec leurs traitements fixes auraient plus de facilité pour grouper leurs dépenses que les industriels, dont le revenu est si précaire, si inégal. Peut-être un jour les salariés de l'État s'entendent-ils pour centraliser leur consommation: en attendant il est certain qu'ils répugnent, comme tout le monde, au régime communiste, et qu'ils regardent la vie de famille comme la plus agréable de toutes.

Ce peut-être l'effet d'un tempérament dépravé et barbare, comme d'un sentiment de dignité et de noblesse: j'admets à cet égard toutes les conjectures, en attendant que je trouve des raisons suffisantes d'émettre un jugement.

L'homme, que nous avons vu dans la période de son éducation, dans l'accomplissement de ses devoirs civiques et religieux, et dans l'exercice des fonctions publiques, semi-communiste, l'homme devient dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, tout à fait propriétaire. Il produit, échange et consomme d'une manière exclusivement privative, et ne conserve que de rares relations avec la communauté.

Par l'effet d'un instinct irrésistible ou d'un préjugé fascinateur qui remonte aux temps les plus reculés de l'histoire, tout ouvrier aspire à entreprendre, tout compagnon veut passer maître, tout journalier rêve de mener train, comme autrefois tout roturier de devenir noble. Et remarquez, chose qui doit exciter votre impatience autant qu'elle m'étonne, que personne n'ignore le désavantage du morcellement, les charges du ménage, l'imperfection de la petite industrie, les dangers de l'isolement. La personnalité est plus forte que toutes les considérations; l'égoïsme préfère les risques de la loterie à la sujétion de la communauté, et se rit des théorèmes de l'économie politique.

Au résumé, la communauté nous saisit à l'origine et s'impose fatalement à nous à l'égard des grandes puissances de la nature. Quant à son essence, la communauté répugne à la définition; elle n'est pas la même chose que l'égalité; elle

ne tient nullement à la matière, et dépend tout entière du libre arbitre; elle se distingue de l'association, et touche à l'égoïsme. A peine l'industrie commence à naître, et le travail produit ses premières ébauches, la personnalité entre en lutte avec la communauté, qui nous apparaît dès lors, sur le seuil domestique et jusqu'au lit conjugal, déjà imparfaite et décroissante. Plus tard, nous la trouvons incompatible avec une éducation libérale et vigoureuse; enfin, elle décline rapidement dans les fonctions salariées, et disparaît tout à fait dans le travail libre. Tout cela résulte de la nécessité des choses, autant que de la spontanéité de notre nature: les économistes l'avaient reconnu depuis longtemps.

«Est-il dans l'esprit de la société humaine, s'écrie avec infiniment de raison M. Dunoyer, de supprimer toute individualité, toute existence collective intermédiaire, et de ne laisser subsister qu'une grande existence générale, dans laquelle toutes les autres viennent nécessairement s'abîmer?»

Comment concilier la liberté, qu'on prétend défendre pourtant, avec cette concentration violente? Comment même concilier avec cette concentration les progrès et l'unité qu'on se propose d'obtenir? N'hésitons pas à le dire, s'il est des choses qui doivent être accomplies par la grande unité sociale ou nationale, il en est d'autres, en beaucoup plus grand nombre, qui doivent être faites par des unités collectives d'un ordre inférieur, par l'unité départementale, par l'unité communale, par l'unité des associations industrielles et commerciales, par les nombreuses unités de familles, et surtout par les unités isolées, par les innombrables unités individuelles. Il ne suffit pas qu'une grande nation, pour être vraiment grande et vraiment une, sache agir nationalement; il faut aussi, et avant tout, que les hommes dont elle se compose soient actifs et expérimentés comme individus, comme familles, comme associations, comme communautés d'habitants, comme provinces. Plus ils ont acquis de valeur sous ces divers aspects, plus ils en ont comme corps de nation».

J'engage le socialisme à méditer ces paroles, dans lesquelles y a plus de philosophie, plus de véritable science sociale, que dans tous les écrits des utopistes.

Quant aux avantages spéciaux de la vie en commun, voici quelle paraît être, sur ce point, l'opinion générale:

- A égalité de bien-être, si le travail, l'échange et la consommation s'effectuent dans une complète indépendance, la condition est jugée la meilleure possible;

- Si le travail est exécuté en commun, et que la consommation reste privée, la condition pa-

raît déjà moins bonne, mais encore supportable: c'est celle de la plupart des ouvriers et fonctionnaires subalternes;

- Si tout est rendu commun, travail, ménage, recette et dépense, la vie devient insipide, fatigante et odieuse.

Quelle est la position du problème communiste?

Tel est le préjugé anti-communiste, préjugé qu'aucune éducation n'ébranle, qui se fortifie même par l'éducation, sans qu'on puisse découvrir comment cette éducation pourrait changer de principe; préjugé, enfin, dont les communistes paraissent tout aussi imbus que les propriétaires. Comment expliquer, sans cela, leurs hésitations? Qui donc les empêche de réaliser entre eux leur idée, et qu'est-ce qu'ils attendent? Pour soumettre ma raison au principe communiste, je ne demande qu'une épreuve: qu'on me montre deux familles, maris, femmes, enfants vivant ensemble confondus dans une parfaite communauté.

Mais le communisme est encore à comprendre quel doit être son rôle dans le monde. L'humanité, comme un homme ivre, hésite et chancelle entre deux abîmes, d'un côté la propriété, de l'autre la communauté: la question est de savoir comment elle franchira ce défilé où la tête est saisie de vertiges et les pieds se dérobent. Que répondent là-dessus les écrivains communistes?

Quelques disciples de M. Cabet, ayant entendu parler de l'existence ou de la possibilité d'une science sociale, écrivirent un jour à leur maître pour le prier d'exposer le dogme communautaire scientifiquement. Ils trouvaient que le roman *l'Icarie*, non plus que la *Cité du Soleil* ou le *Phalanstère*, n'avait rien de scientifique. M. Cabet leur répondit par le *Populaire* de novembre 1844:

« - Mon principe, c'est la fraternité, - Ma théorie, c'est la fraternité, - Mon système, c'est la fraternité, - Ma science, c'est la fraternité ».

M. Cabet commentait ensuite cette litanie: c'était touchant, c'était sublime.

La fraternité! Voilà donc, suivant M. Cabet, le fonds, la forme et la substance de l'enseigne-

ment communiste. Car, il est juste de le reconnaître, M. Cabet, comme Saint-Simon et Fourier, est chef d'école. Saint Paul, répondant aux Juifs incrédules qui l'interrogeaient sur sa doctrine, leur disait avec une magnifique ironie: «*Je ne sais qu'une chose, c'est Jésus crucifié*».

M. Cabet parle comme saint Paul; il dit à ses néophytes: je ne sais qu'une chose, c'est la fraternité. J'ignore si les citoyens qui s'étaient permis d'interroger ainsi à brûle-pourpoint M. Cabet ont été satisfaits de sa réponse; mais je puis dire que leur question était au moins fort rationnelle. Ils sentaient, sans doute pour l'avoir appris de vous, mon cher Villegardelle, que: «*La possession individuelle a dans toute société son emploi plus ou moins limité, et que le droit d'user et même d'abuser peut être toléré à l'égard des choses fongibles ou tout à fait personnelles à l'individu*».

Ils demandaient donc, et fort sensément, ce semble, quelle est la ligne de démarcation qui sépare les choses communes des choses propres ou personnelles, et comment on doit procéder dans cette séparation. Car si, comme vous dites quelque part: «*le droit de possession exclusive a ses limites, qui du reste peuvent être plus resserrées qu'on ne le croit généralement, sans gêner la liberté des individus, ou plutôt afin d'assurer la liberté du plus grand nombre*», la communauté de possession a aussi ses limites, qui peuvent être également restreintes sans gêner la liberté du plus grand nombre, ou plutôt afin d'assurer la liberté de chacun. Quelle est donc la limite de la communauté et de la possession individuelle? Voilà ce que demandaient à M. Cabet ses consultants.

Mais voilà précisément aussi à quoi M. Cabet ne pouvait répondre sans mentir à son principe et sans désertier son drapeau. Car, si la communau-

té est mêlée ou pénétrée de possession individuelle, si elle est limitée par la propriété, elle cesse d'être la communauté, et l'on demande en vertu de quel principe s'opérera ce mélange ou cette pénétration, d'après quelle théorie ou en fixera les proportions et les doses. Aussi M. Cabet s'est-il montré profond diplomate en opposant aux curieux cette fin de non-recevoir: «*Mon principe, ma théorie, mon système, ma science, ma méthode, ma doctrine, etc..., c'est la fraternité*». M. Cabet n'avait rien à dire que cela; et j'admire avec quelle puissance de coup d'œil, quel bonheur d'expression, il l'a trouvé du premier coup.

Or à ce mot de fraternité, qui contient tant de choses, substituez, avec Platon, la république qui ne dit pas moins; ou bien avec Fourier, l'attraction, qui dit encore plus; ou bien avec M. Michelet, l'amour et l'instinct, qui comprennent tout; ou bien avec d'autres; la solidarité qui rallie tout; ou bien enfin avec M. Louis Blanc, «*la grande force d'initiative de l'État*», synonyme de la toute-puissance de Dieu: et vous verrez que

toutes ces expressions sont parfaitement équivalentes, de sorte que M. Cabet, répondant du haut de son *Populaire* à la question qui lui a été posée: «*Ma science, c'est la fraternité*», a parlé pour tout le socialisme.

Nous prouverons, en effet, que toutes les utopies socialistes, sans exception, se réduisent à l'exposé si court, si catégorique et si explicite de M. Cabet: «*Ma science, etc..., c'est la fraternité*», que quiconque oserait un seul mot de commentaire tomberait, aussitôt dans l'apostasie et l'hérésie; ce qui veut dire que ni Platon, ni les gnostiques, ni les premiers Pères, ni les Vaudois, ni Morus, ni Campanella, ni Babeuf, ni Owen, ni Saint-Simon, ni Fourier, ni leur continuateur M. Cabet, ne sont en mesure, à l'aide de leur principe, d'expliquer la société, bien moins encore de lui donner des lois.

Mais comment, parmi toutes ces expressions: fraternité, amour, attraction, etc..., que nous prétendons être d'égale force, M. Cabet a-t-il préféré la première? Ceci mérite explication.

La communauté prend sa fin pour son commencement

La première chose à laquelle doit travailler la communauté, aussi bien que la religion, c'est d'étouffer l'esprit de controverse, avec lequel aucune institution n'est sûre et définitive. Je conseille donc à M. Cabet, lorsqu'il aura reçu des mains du peuple les rênes de l'État, que tous les partis se seront fusionnés sous sa dictature paternelle, de changer de fond en comble le système d'éducation universitaire, ce système abominable, où les jeunes gens apprennent à devenir douteurs, questionneurs, argumentateurs, sans merci ni miséricorde.

On demande pourquoi M. Cabet, expliquant le principe social aux communistes de Nantes, n'a pas dit, par exemple: «*Mon principe, c'est l'attraction; ma théorie, c'est l'attraction; ou bien, mon système, c'est l'amour, etc..., etc...*», en un mot, pourquoi il a choisi la fraternité?

Or, afin que M. Cabet ne s'imagine pas que je le veuille surprendre, et qu'il n'aille mal à propos faire du syncrétisme et répliquer: «*Mon système, c'est toutes ces choses à la fois, l'amour,*

l'attraction, l'instinct, la fraternité, etc...»; je vais prouver que la définition contenue dans le *Populaire* de novembre 1844 procédait à une conception véritablement transcendante, qu'elle contenait à elle seule, non seulement la science communautaire, mais toute la science socialiste, et que c'est avec infiniment de raison que M. Cabet a dit: «*Mon principe, mon système, ma science, c'est la fraternité*».

Si, comme vous l'avez très bien aperçu, mon cher Villegardelle, depuis les temps fabuleux la communauté a progressivement disparu des institutions humaines, il est démontré par ce fait que la communauté, soit qu'on l'étudie dans Platon, soit qu'on la préfère en Morus, dans la *Basilade* ou en *Icarie*, est une forme qui ne se peut établir et conserver par elle-même, et qu'elle a besoin de quelque chose, comme dirait d'un principe, qui la fasse vivre. Cet ingrédient, ce ferment vivificateur, selon M. Cabet, est la fraternité. Mais comment est-ce que la fraternité engendre la communauté? C'est ici qu'apparaît la science profonde du socialisme.

Si j'interroge les divers entrepreneurs de réformes sur les moyens dont ils se proposent de faire usage pour la réalisation de leurs utopies, tous vont me répondre, dans une synthèse unanime: «*Pour régénérer la société et organiser le travail, il faut remettre aux hommes qui possèdent la science de cette organisation, la fortune et l'autorité publique*». Sur ce dogme essentiel, tout le monde est d'accord: il y a une universalité d'opinions.

Les interminables appels des sectes socialistes à la bourse de leurs chalands partent de cette idée. Mais pour que les réformateurs, devenus maîtres des affaires, usent avec efficacité du pouvoir, il convient de donner à ce pouvoir une grande force d'initiative; système de M. Blanc. Or, à quelle condition le pouvoir acquiert-il sa plus grande force? A la condition d'être constitué démocratiquement, ou en république: système de Platon, de Rousseau, du *National*, etc...

La réforme politique est le préliminaire obligé de la réforme sociale. Mais pourquoi la démocratie plutôt que la monarchie constitutionnelle, plutôt qu'un sénat d'aristocrates? Parce que les hommes étant solidaires, il convient de les rendre politiquement et juridiquement égaux: système des *Solidaires-Unis*, institués, je crois, par M. Cherbuliez. D'où vient que les hommes sont solidaires? De ce qu'ils vivent sous l'empire d'une loi commune, qui enchaîne l'un à l'autre tous leurs mouvements, l'attraction: système de Fourier. Quelle est cette attraction que nous ne connaissons que d'hier? C'est précisément l'amour, c'est la charité, que nous connaissons depuis si longtemps: système de M. Michelet. Comment se fait-il que les hommes s'aiment et se haïssent, s'attirent et se repoussent les uns les autres, comme les pôles d'un aimant? C'est

que tous les hommes sont frères: système de M. Cabet.

La fraternité, tel est donc le fait primordial, le grand fait naturel et cosmique, physiologique et pathologique, politique et économique auquel se rattache, comme l'effet à sa cause, la communauté. L'analogie des mots, telle est la méthode, la théorie, la dialectique du socialisme.

Vous pouvez dire, mon cher Villegardelle, si les douze passions cardinales et la série des groupes contrastés y ajoutent quelque chose. On pourrait trouver peut-être, à cette série de mots vides, un plus grand nombre de moyens termes: ce qui est certain, c'est qu'elle aboutit toujours à la fraternité, laquelle nous est clairement manifestée par la différence des races humaines, principe et fondement de l'unité du genre. «*La fraternité ou la mort!*», voilà ce que Robespierre aurait expliqué à la France, si les propriétaires de la Convention l'eussent laissé faire; voilà ce que M. Cabet, héritier de ce grand homme, a lu en caractères flamboyants dans le livre des destinées. Nul, quoique vous disiez, parmi les utopistes anciens et modernes, n'a pénétré plus avant les secrets de la science.

Comment donc, avec cette intelligence merveilleuse des causes premières, secondes et finales; comment, avec cette habileté sans égale à enfiler des phrases, le socialisme n'a-t-il jamais abouti qu'à inquiéter le monde, sans pouvoir rendre les hommes ni meilleurs, ni plus heureux? Car enfin, si l'économie politique a pu être jugée par ses œuvres, le socialisme court grand risque aujourd'hui d'être apprécié par son impuissance: il importe donc de nous rendre compte de la stérilité de l'utopie, comme nous avons fait des anomalies de la routine.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUCCINCTE

ARAGO François (1786-1853): Président de la Commission exécutive et ministre de la Guerre, de la Marine et des Colonies - Gouvernement provisoire de la Seconde République (9 mai - 28 juin 1848).

ARISTOTE (-384, -322): Philosophe grec, fondateur du Lycée d'Athènes.

BABEUF François Noël dit Gracchus (1760-1797): S'affirma communiste pendant la révolution de 1797, fut arrêté et guillotiné après l'échec de la «*Conjuration des Égaux*».

BAILLY Jean Sylvain (1736-1793): Premier président de l'Assemblée nationale le 17 juin 1789, puis premier Maire de Paris le 15 juillet 1789. Guillotiné le 12 novembre 1793.

BAKOUNINE Michel (1814-1876): Révolutionnaire russe; théoricien anarchiste; membre de la *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté*; devint membre de l'A.I.T. en 1869 où il fut un adversaire des ambitions étatistes de Karl MARX.

BERNARD Joseph (1856-?): Militant syndicaliste dans l'Isère puis dans le Rhône. Anarchiste, il devint dans les années 1890: socialiste révolutionnaire «*blanquiste*».

BORDAT Toussaint (1854-?): Militant syndicaliste dans le Rhône. Il fut avec Joseph BERNARD un des animateurs de la *Fédération socialiste révolutionnaire*, groupement «*abstentionniste*» qui se sépara du «*Parti ouvrier*» dévoué à Jules GUESDE.

BOULANGER Georges (1837-1891): Militaire; député de la Charente-inférieure du 19 août 1888 au 11 novembre 1889; ministre de la Guerre du 7 janvier 1886 au 17 mai 1887. Figure de proue d'un mouvement monarchisant et belliciste: la *Ligue des Patriotes*, préfiguration des mouvements corporatistes du 20^{ème} siècle.

CABET Étienne (1788-1856): Communiste aux références chrétiennes, auteur de *Voyage en Icarie*.

CAFIERO Carlo (1846-1892): Anarchiste-communiste italien, il défendit une position «*insurrectionnaliste*» dans les années 1880.

CAGLIOSTRO (Giuseppe BALSAMO, comte de) (1743-1795): aventurier italien; escroc, l'affaire du collier de la reine fut le début de la fin de ses affaires.

CAMPANELLA Tommaso (1568-1639): moine dominicain italien; philosophe; auteur de *La Cité du Soleil*.

CHAUMETTE Pierre-Gaspard, dit Anaxagoras (1763-1794): hébertiste, procureur de la Commune de Paris pendant la révolution, il fut guillotiné.

CHERBULIEZ Victor (1829-1899): romancier et essayiste français.

CLÉMENCEAU Georges (1841-1929): Homme politique ayant marqué l'histoire de toute la 3^{ème} République. Président du Conseil de Paris (1875-1876); député de 1876 à 1893; sénateur de 1902 à 1920; ministre de l'Intérieur de 1906 à 1909 et de la Guerre de 1917 à 1920; président du Conseil de 1906 à 1909 et de 1917 à 1920.

CYVOCT Antoine (1861-1930): ouvrier tisseur lyonnais et journaliste; anarchiste, condamné au bagne en 1883 après l'attentat à la bombe au restaurant *l'Assomoir*. Libéré en 1898. Termina son existence admirateur de CLÉMENCEAU, alors en charge de la répression des grèves ouvrières.

DANTON Georges (1759-1794): homme politique ayant participé aux gouvernements pendant la révolution française. Guillotiné.

DÉROULÈDE Paul (1846-1914): homme de lettres; fondateur de la *Ligue des Patriotes*. Boulangiste.

DUNOYER DE SEGONZAC Charles (1786-1862): économiste libéral, de l'école de Jean-Baptiste SAY.

DUPONT Pierre (1821-1870): canut lyonnais; chansonnier.

DUPOTY Michel (1791-1864): journaliste républicain, rédacteur du *Journal du peuple* (1837-1841).

DUVAL Clément (1850-1935): membre du groupe anarchiste parisien *La Panthère des Batignolles*; praticien de la reprise individuelle; condamné aux travaux forcés à perpétuité en janvier 1887, évadé du bagne en avril 1901.

DUVAL Émile (1840-1871): ouvrier fondeur en fer; blanquiste; membre de l'Internationale et de la Commune; fusillé le 4 avril 1871 au Petit-Clamart par les Versaillais.

FOURIER Charles (177-1837): penseur, fondateur de l'école sociétaire qui préconisait, à l'intérieur même du système capitaliste, la création d'une petite communauté ou association de producteurs et de consommateurs autonomes.

GAMBETTA Léon (1838-1882): homme politique du 2nd empire de la 3ème république; député, ministre, président du Conseil; versaillais.

GAUTIER Émile (1856-?): licencié en droit; propagandiste anarchiste; journaliste; condamné à cinq ans de prison en 1883.

KLOOTS ou CLOOTS Anarchasis (1755-1794): baron allemand qui opta pour la citoyenneté française pendant la révolution; guillotiné avec les hébertistes.

KROPOTKINE Pierre (1842-1921): scientifique, géographe, militant et théoricien anarchiste russe.

LEFRANÇAIS Gustave (1826-1901): instituteur, puis comptable; membre de l'*Internationale* et de la Commune. (voir dans l'avant-propos en page 3 pour plus d'informations à son sujet.

LOYOLA Ignace (de) (1491-1556): fondateur et premier *Supérieur général* de la «*Compagnie de Jésus*», congrégation catholique plus connue sous le nom de «*Jésuites*», pointe avancée de la réaction cléricale pour les milieux populaires, les classes supérieures étant réservées aux œuvres de la «*Prélature de la Sainte Croix et Opus Dei*» plus communément nommée «*Opus dei*».

MICHELET Jules (1798-1894): historien français, libéral et anticlérical, considéré comme étant l'un des grands historiens du XIX^{ème} siècle.

MORUS Thomas (MORE latinisé en) (1478-1535): juriste, historien, philosophe, humaniste, théologien et homme politique britannique.

OWEN Robert (1771-1858): théoricien socialiste britannique; l'owenisme est considéré le prélude du mouvement coopératif.

PLATON (-428;-348): philosophe grec antique contemporain de la démocratie athénienne et des sophistes, qu'il critiqua vigoureusement; précurseurs des philosophes occidentaux.

PROUDHON Pierre-Joseph (1809-1865): imprimeur, employé, journaliste, écrivain; premier théoricien d'un socialisme non étatique.

PYTHAGORE (-580;-485): réformateur religieux et philosophe présocratique; mathématicien et scientifique.

RECLUS Élisée (1830-1905): géographe; combattant de la Commune de Paris; membre de l'*Internationale* bakouninienne et anarchiste militant.

ROBESPIERRE Maximilien (de) (1758-1794): l'une des figures marquantes de la Révolution française; il participa à l'institution d'un système de terreur qui, frappant ses proches et le mouvement populaire, le laissa en fin de compte à la merci de la réaction royaliste, qui lui appliqua les méthodes étatiques qu'il avait instituées.

RONVIN Charles (1751-1794): général de la Révolution française; guillotiné avec les «*hébertistes*».

ROSSIGNOL Jean-Antoine (1759-1802): militant révolutionnaire et général de la Révolution française; il échappa à la guillotine sous la Terreur, mais, compromis dans la «*Conjuration des Égaux*», il mourut en déportation aux Comores.

ROUSSEAU Jean-Jacques (1712-1778): écrivain, philosophe et musicien francophone.

SAINT-SIMON, Charles-Henri de ROUVROY, comte de (1760-1825): philosophe, économiste et militaire français; penseur de la société industrielle française.

SASSULICH ou ZASSOULITCH Véra (1449-1919): russe; nihiliste, puis socialiste-révolutionnaire, puis marxiste menchevik.

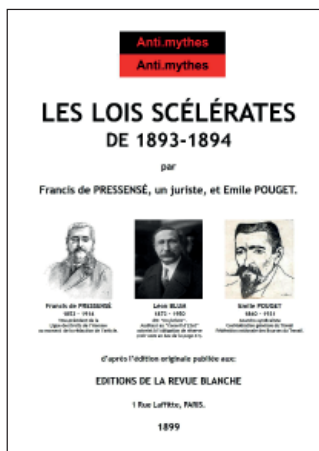
THIERS Adolphe (1797-1877): journaliste, historien et homme d'État français, de tous les régimes de la Monarchie de Juillet à la Troisième république; chef du gouvernement versaillais. Président de la République française du 31 août 1871 au 24 mai 1873.

THOMACHOT Claude (1841-?): menuisier; membre de l'*Association Internationale des Travailleurs* à Genève.

Vaudois: Mouvement religieux évangélique du 12^{ème} siècle, des doctrines de Pierre VAUDÈS (ou VALDÈS ou VALDO), créateur en 1170 d'un mouvement religieux appelé *Fraternité des Pauvres de Lyon*. Persecuté par la papauté. Il se rallia ensuite au calvinisme.

VILLEGARDELLE François: voir page 2.

ONT ÉTÉ PUBLIÉES PRÉCÉDEMMENT:



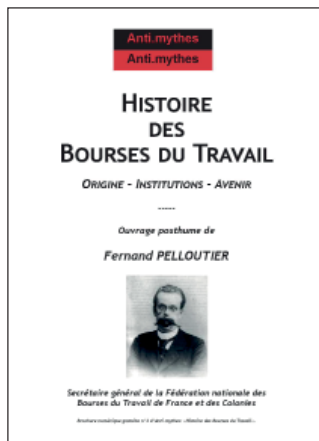
=> n° 1: «Les lois scélérates de 1893-1894»,
par
Francis de PRESSENCÉ, un juriste, et Émile POUGET.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b1_lois_scclerates/les_lois_scclerates.pdf



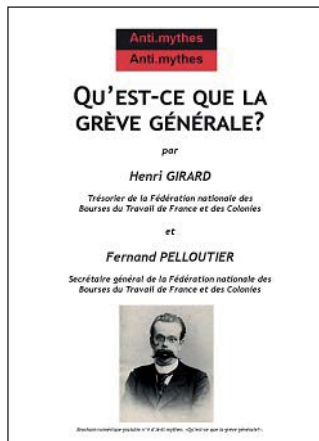
=> n° 2: «La grève générale, de Robert OWEN
à la doctrine syndicaliste»,
par André SAULIÈRE.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b2_greve_generale/sauliere_greve_generale.pdf



=> n° 3: «Histoire des Bourses du Travail»,
par Fernand PELLOUTIER.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b3_histoire_bourses_du_travail/histoire_des_bourses_du_travail.pdf



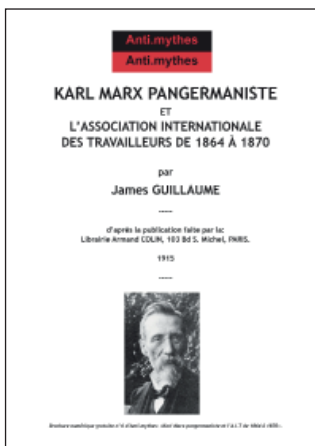
=> n° 4: «Qu'est-ce que la grève générale?»,
par Henri GIRARD et Fernand PELLOUTIER.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b4_greve_generale_pelloutier/greve_generale_pelloutier.pdf



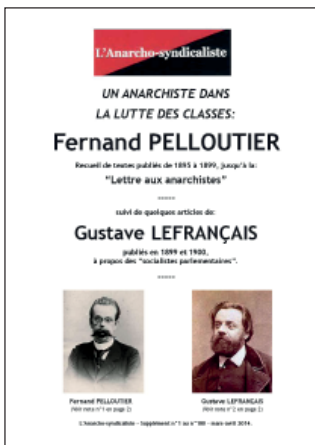
**=> n° 5: «Lois ouvrières en projet»,
au Congrès de 1906 - Amiens - de la C.G.T.
par Alphonse MERRHEIM.**

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b5_loi_travail_1906/loi_travail_1906.pdf



**=> n° 6: «Karl MARX pangermaniste - et l'Association
internationale des Travailleurs de 1864 à 1870»,
par James GUILLAUME.**

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b6_marx_pangermaniste/marx_pangermaniste.pdf



**A VOIR ÉGALEMENT
AUX ÉDITIONS NUMÉRIQUES GRATUITES
DE
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»**

<http://www.uas-pelloutier.fr/livres/livres.html>

